



DTM

L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

INDICE DE STABILITÉ – TCHAD (Province du Lac) RÉSULTATS DU ROUND 1

FÉVRIER 2020

Depuis 2015, le Tchad fait l'objet d'attaques perpétrées par des groupes armés qui continuent de provoquer le déplacement des populations vivant dans la province du Lac ainsi que le retour de Tchadiens des pays frontaliers (les groupes armés étant actifs dans tous ces pays).

Alors que de nombreuses personnes sont déplacées depuis bientôt cinq années, les attaques armées continuent de générer de nouveaux déplacements, notamment depuis le début de l'année 2019 (voir le tableau de bord DTM - round 9).

Ainsi, certaines localités font l'objet des mouvements forcés, pendant que d'autres sont relativement stables. L'indice de stabilité vise à identifier ces poches de stabilité où les activités en faveur de solutions durables peuvent être menées.

Cet exercice de collecte a été mené dans les localités accueillant des personnes retournées afin d'identifier les zones pouvant faire l'objet d'activités de transition et relèvement pour rendre ces retours plus durables et stables.

Les retournés incluent les anciennes Personnes Déplacées Internes et les Tchadiens étant rentrés d'un pays étranger.

Il est à noter que dans la province du Lac, 68 pour cent des retournés sont des Tchadiens qui sont venus du Niger ou du Nigeria (voir rapport DTM round 9 – Section provenance des retournés).

Méthodologie

L'indice de stabilité est réalisé dans une zone donnée pour y identifier les poches de stabilité où les activités de transition et de relèvement peuvent être réalisées. Cet exercice est réalisé en particulier dans des provinces où globalement les dynamiques de déplacement changent souvent, mais dans lesquelles le niveau de stabilité de toutes les localités ne sont pas les mêmes: ce qui est le cas de la province du Lac au Tchad où plusieurs déplacements sont effectués mais certaines localités sont plus stables que d'autres et donc où des activités de transition et relèvement peuvent être menées. Il met en corrélation une vingtaine d'indicateurs relatifs aux conditions de vie des populations, regroupés en trois échelles permettant de calculer un score de stabilité dans les zones de retour. Les échelles sont les suivantes : **1) accès aux moyens de subsistance et aux services de base, 2) niveau de cohésion sociale et 3) niveau de sécurité.**

Ces indicateurs sont issus des résultats de récentes recherches quantitatives et qualitatives sur les dynamiques de retour dans les contextes post-conflits. Ils sont représentatifs des conditions de vie minimales en-deçà desquelles la stabilité n'est pas suffisante pour favoriser des solutions durables.

Pour ce premier round, cet exercice a été mené dans des localités accueillant des personnes retournées dans la province du Lac. Les données ont été collectées du 01 août au 17 septembre 2019, auprès d'informateurs clés au niveau des villages et des sites. L'avantage est de couvrir un grand nombre de localités sur une courte période, mais la principale limite est que ce sont les informateurs clés qui rendent compte du point de vue de leurs communautés.

Résultats clés

Dans 99 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés ont indiqué que les populations retournées ne prévoyaient pas de se déplacer au cours des six mois suivant la collecte des données en raison de leur propre perception générale de la stabilité (variable dépendante).

Le niveau de stabilité calculé à partir des indicateurs était en moyenne positif (87) pour les 67 localités accueillant des retournés dans la province du Lac. La sous-préfecture de Kaiga-Kindjiria qui accueillait le moins des retournés était aussi celle avec le niveau de stabilité le plus bas (76). La perception du niveau de sécurité par les informateurs clés était l'échelle ayant la plus contribué à baisser l'indice de stabilité dans cette sous-préfecture.

La sous-préfecture de Baga-Sola, qui accueillait la plus grande proportion de retournés, présentait le deuxième score de stabilité le plus bas (79), tandis que celle de Daboua, qui accueillait la deuxième plus grande proportion de retournés, présentait le score de stabilité le plus élevé (95).

Parmi les trois échelles, la perception globalement positive de la cohésion sociale dans les localités évaluées était celle qui avait le plus contribué à élever le score global de stabilité dans les sous-préfectures. Par ailleurs, l'accès aux moyens de subsistance et aux services de base était l'échelle ayant le plus contribué à la baisse de ce score.



Carte 1: Indice de stabilité moyen dans les localités évaluées

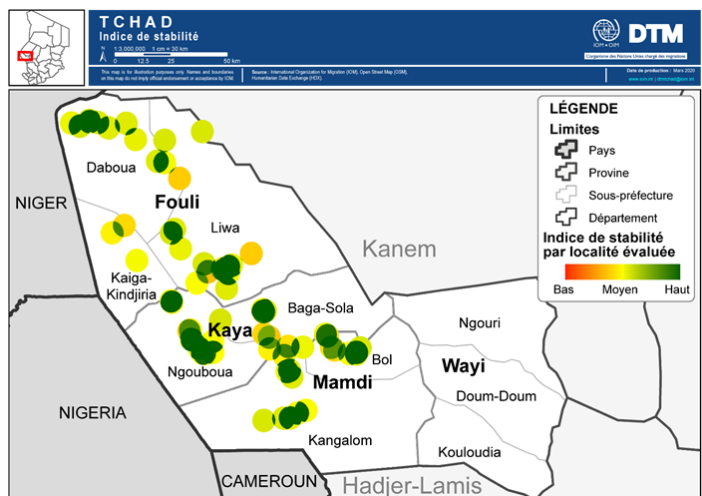
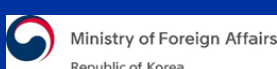


Tableau 1: Indice de stabilité moyen et estimations du nombre de retournés par Département et Sous-Préfecture

Département	Sous-Préfecture	# Retournés (DTM)	Indice de stabilité moyen (de 0 à 100)
Kaya	Baga-Sola	13,764	79
Fouli	Daboua	12,921	95
Fouli	Liwa	10,740	89
Kaya	Ngouboua	2,834	86
Mamdi	Bol	2,559	86
Mamdi	Kangalom	2,350	90
Fouli	Kaiga-Kindjiria	2,196	76
Total		47,364	87



ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS
Site web : <https://displacement.iom.int/chad>
Contact: dtmtchad@iom.int

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit: "Source : Organisation Internationale pour les Migrations [Mois, Année], Matrice de suivi des déplacements (DTM)"

Calcul de l'indice de stabilité

L'indice de stabilité utilise l'Analyse en Composantes Principales (ACP) pour évaluer l'impact de chaque indicateur sur la perception de la stabilité d'une zone, puis attribue un poids spécifique par indicateur.

Ces coefficients permettent d'évaluer les indicateurs ayant un impact statistique plus important que d'autres sur la perception de la stabilité des zones. Les localités reçoivent un « score de stabilité global ». Les données sont ensuite ventilées en un « score d'accès aux moyens de subsistance et aux services de base », un « score de cohésion sociale » et un « score de sécurité ».

Le score global de l'indice de stabilité ainsi que les scores pour chaque catégorie varient de 0 (faible perception de stabilité) à 100 (perception élevée de stabilité).

Variables clés de l'indice de stabilité

L'Analyse en Composantes Principales a montré que les huit variables ci-dessous étaient celles qui influençaient le plus sur le niveau de la stabilité dans les localités évaluées et pesaient donc le plus dans l'équation. La liberté de mouvement était l'une des variables qui influençaient le plus sur la stabilité des localités évaluées. Ainsi, plus ces variables étaient élevées dans une localité, plus l'indice de stabilité de ladite localité était élevé. La qualité de la vie publique au quotidien était également l'une de ses variables influentes.



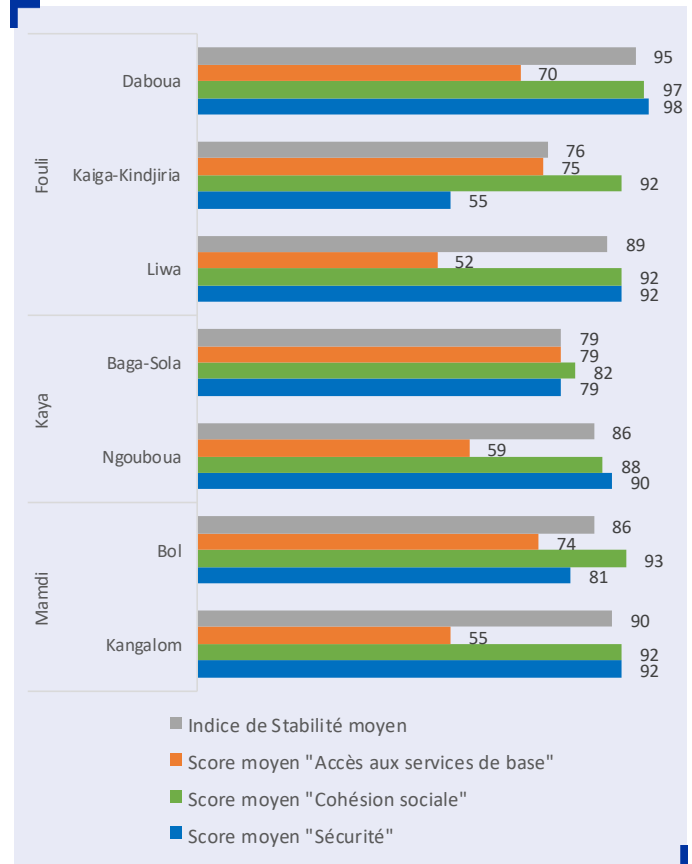
Compte tenu des faibles variations dans les réponses obtenues pour certains indicateurs (tels que l'accès à l'éducation primaire, l'accès à la santé ou l'accès à l'eau potable), ceux-ci ont reçu un coefficient relativement faible et ont donc moins de poids sur l'indice de stabilité global.

Échelle 1 : Accès aux moyens de subsistance et aux services de base

Les résultats obtenus pour l'accès aux **moyens de subsistance et aux services de base** étaient ceux ayant contribué le plus à réduire l'indice de stabilité moyen dans toutes les sous-préfectures. Ces résultats sont particulièrement faibles dans les sous-préfectures de Liwa (52), Kanga-lom (55) et Ngouboua (59) mais légèrement plus élevés dans la sous-préfecture de Daboua (70).

Dans ces résultats, l'indicateur le plus influent sur le score moyen (donc celui ayant le plus d'influence sur le sentiment de stabilité) était le niveau de **destruction des habitats**. Dans 70 pour cent des localités, les informateurs clés avaient indiqué que les « habitations étaient détruites et qu'aucune reconstruction n'était en cours ». Ceci était particulièrement mentionné dans les sous-préfectures de Daboua (dans 91% des cas) et Kanga-lom (90%).

Graphique 1: Indice de stabilité moyen et scores moyens par échelle pour par sous-préfecture



Le deuxième indicateur qui avait le plus de poids sur cette échelle des moyens de subsistance et des services de base était l'**accès aux marchés** locaux. Dans 73 pour cent des localités les informateurs clés avaient indiqué que les marchés étaient ouverts et régulièrement fournis. Cependant dans la sous-préfecture de Liwa, dans 21 pour cent des localités, les marchés étaient fermés; dans la moitié des localités de celle de Kaiga-Kindjiria, les marchés étaient ouverts mais peu fournis en articles de première nécessité.

La carte ci-dessous présente le score moyen pour l'échelle "Moyens de Subsistance et accès aux services de base" par localités.

Échelle 2: Cohésion sociale

Les scores moyens sur la **cohésion sociale** étaient ceux ayant le plus contribué à faire monter l'indice de stabilité moyen dans les sous-préfectures. La sous-préfecture de Baga-Sola était celle qui présentait le score moyen de cohésion sociale le plus bas (82).

La **qualité de la vie quotidienne** était l'indicateur qui avait le plus de poids sur l'échelle de la cohésion sociale. Dans 78 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés déclaraient que les habitants étaient en mesure de sortir de leurs maisons pour mener leurs activités sans encombre. Cependant dans une proportion importante des localités (19%), ils avaient indiqué que les habitants étaient en mesure de quitter chez eux, mais que la situation restait difficile pour mener une vie quotidienne normale. Ceci était particulièrement le cas à Ngouboua (dans 50% des localités), Bol (25%), Kaiga-Kindjiria (25%) et Kanga-lom (20%).

Le deuxième indicateur le plus influent sur cette échelle était **l'accès aux mécanismes de justice**. Dans toutes les localités, les habitants indiquaient avoir accès à un mécanisme de justice, soit formel ou informel. Le troisième indicateur influent était le niveau de **collaboration entre les habitants** d'une localité pour tenter de résoudre les problèmes de leur localité. Dans 97 pour cent des localités, les informateurs clés indiquaient qu'il était probable, voire très probable que les membres d'une localité collaborent pour tenter de résoudre un problème.

Dans les zones avec une perception positive de la cohésion sociale au sein des communautés (i.e. Daboua), tout comme dans celles ayant une perception plus nuancée de la cohésion sociale (i.e. Liwa) les **programmes de relèvement** devraient être **adaptés** au contexte de chaque zone.

Échelle 3: Sécurité

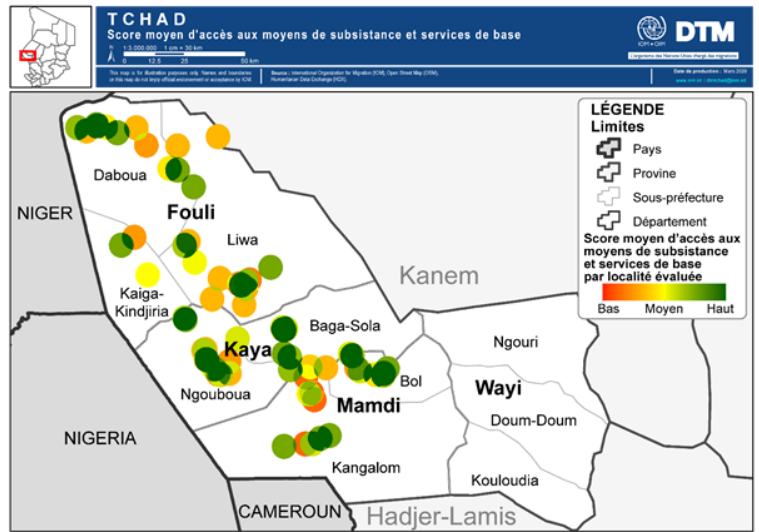
Globalement, le score moyen sur le niveau de **sécurité** est de 88 sur 100. Ce score se situe au-dessus de 70 pour toutes les sous-préfectures à l'exception de Kaiga-Kindjiria qui a un score de 55. Ceci indique ainsi que globalement même si les incidents sécuritaires se sont accentués dans la province du Lac durant ces derniers mois, ils affectaient peu le sentiment d'instabilité des populations de la zone. En comparant ce résultat avec d'autres pays, il est permis de penser que ceci montre essentiellement un niveau de tolérance en hausse sur les questions de sécurité.

La **liberté de mouvement** était l'indicateur qui avait le plus de poids sur l'échelle de la sécurité. Dans 67 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés mentionnaient qu'il n'existait aucune restriction de mouvements pour les habitants. Dans 25 pour cent des localités évaluées, il y avait des restrictions de mouvement, toutefois, sans incidence sur la vie normale des habitants. Ceci était particulièrement le cas à Kangelom (pour 50% des localités évaluées dans la sous-préfecture), Baga-Sola (38%) et Ngouboua (33%).

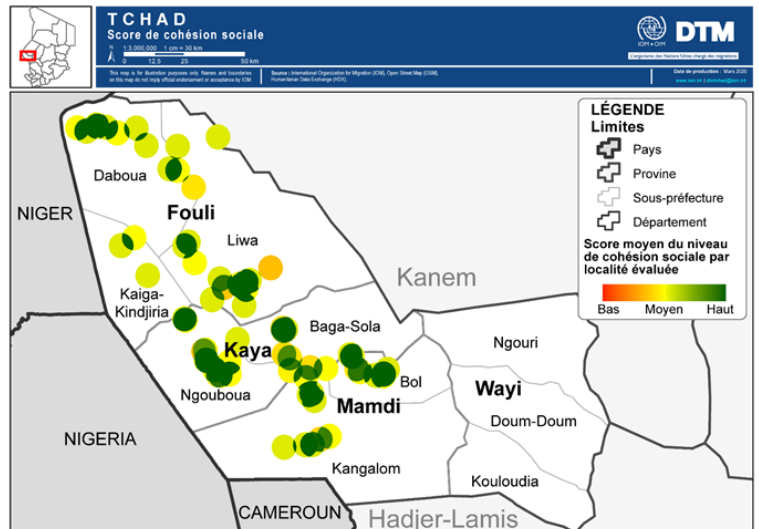
Les éventuelles **préoccupations sécuritaires** étaient le deuxième indicateur le plus influent dans le score moyen de Sécurité. Dans 75 pour cent des localités, les informateurs clés indiquaient que les habitants n'étaient pas inquiets de la situation sécuritaire. La sous-préfecture de Kaiga-Kindjiria était la seule où, dans toutes les localités évaluées, les résidents étaient inquiets des problèmes sécuritaires. Le troisième indicateur le plus influent était la présence, ou absence, d'incidents sécuritaires. En moyenne, dans 88 pour cent des localités accueillant les retournés, aucun incident sécuritaire n'était signalé. Toutefois, dans la sous-préfecture de Kaiga-Kindjiria, la moitié de localités accueillant des retournés avait subi des incidents sécuritaires.

À la fois dans les zones avec une perception positive de la sécurité (i.e. Daboua) et les zones avec une perception négative (i.e. Kaiga-Kindjiria) devraient permettre des **programmes adaptés**.

Carte 2: Score moyen d'accès aux moyens de subsistance et services de base dans les localités évaluées



Carte 3: Score moyen du niveau de cohésion sociale dans les localités évaluées



Carte 4: Score moyen du niveau de sécurité dans les localités évaluées

